



## Déclaration FSU 28 CDEN du 9 novembre 2023

Monsieur le Préfet,  
Monsieur le Président du Conseil Départemental  
Madame l'Inspectrice d'Académie,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

En cette rentrée 2023, une nouvelle fois, après nos collègues Samuel Paty en 2020, Agnès Lassalle en février 2023, Dominique Bernard, notre collègue de Lettres, a été tué et plusieurs de ses collègues ont été blessés sur leur lieu de travail. Conflans-Sainte-Honorine, Saint-Jean-de-Luz, Arras...autant de drames qui viennent rappeler combien les personnels de l'Éducation Nationale sont en première ligne face aux crises sociales, économiques, politiques, climatiques et géopolitiques qui bousculent le monde dans lequel nous vivons. La communauté éducative a su manifester son attachement et sa solidarité envers les enseignant-e-s à cette occasion...Ces déclarations d'intention ne doivent pas rester lettre morte. Oui, l'École est percutée aujourd'hui par les crises...mais c'est aussi un lieu où ces crises peuvent être combattues.

Or, comme nous ne cessons de le répéter ici depuis des années, les moyens qui sont alloués à l'Éducation Nationale ne sont pas suffisants pour lui permettre d'accomplir ses nombreuses et difficiles missions au service de l'intérêt général. Les postes manquent pour pouvoir correctement enseigner, accompagner, éduquer, former, orienter tous les élèves de la petite section à la Terminale. Des postes d'enseignant-e-s manquent mais aussi de tous les personnels des équipes pluri-professionnelles (qu'ils soient administratifs, éducatifs, médicaux ou sociaux) avec qui les enseignant-e-s ont besoin de pouvoir travailler afin de permettre à tous les élèves quelque soit leur origine sociale, leur difficulté cognitive ou scolaire ou leur handicap de progresser en classe. Plus grave encore, les postes existants peinent à être couverts et les demandes de démissions ou de mobilités s'amplifient à tous les moments de la carrière. L'attractivité des métiers de l'éducation nationale est en chute. Il est urgent de l'enrayer en améliorant les conditions de travail et en augmentant les rémunérations de tous les personnels, augmentation d'autant plus nécessaire dans un contexte d'inflation. La FSU rappelle sa détermination à obtenir le rétablissement de l'indexation de la valeur du point d'indice et, immédiatement, son augmentation de 10 %.

Malheureusement les réponses gouvernementales restent insuffisantes, principalement car elles se cantonnent à la périphérie des problèmes c'est-à-dire de ce qui se passe en classe, pendant les apprentissages. De plus, ces mesures (Devoirs Faits, « Pacte enseignant » notamment) se traduisent par un accroissement de la charge de travail des personnels, dégradant encore un peu plus leurs conditions de travail au risque d'aggraver les velléités de sortie du métier. Enfin, ces mesures, principalement en cette rentrée la suppression de la technologie et la réforme de la 6ème, se font en dehors de toute considération pédagogique ou au nom de conceptions totalement dépassées comme celle qui consiste à penser qu'il faut enfermer les élèves dans des exercices répétitifs pour les faire progresser alors que l'ouverture sur le monde et la diversité des approches disciplinaires sont essentielles, non seulement pour affronter la complexité de notre monde, mais aussi pour uti-

liser et donc développer, dans des contextes variés, les compétences linguistiques et mathématiques.

Dans le contexte de crises multiples, de manque de moyens, de dégradation des conditions de travail et de perte d'attractivité que nous venons de dessiner, il est essentiel que la parole, les revendications des personnels soient non seulement écoutées mais entendues puis mises en oeuvre.

A ce propos nous attirons votre attention sur la nécessité de donner du temps aux personnels pour mettre en oeuvre de nouvelles actions éducatives ou pédagogiques. Une nouvelle fois en ce 9 novembre, journée nationale de lutte contre le harcèlement à l'école nous déplorons que les actions envisagées dans ce cadre aient été précipitées, annoncées à la veille des congés d'automne pour une mise en oeuvre la semaine de la reprise...

Au niveau départemental, pour cette rentrée 2023, en plus des problèmes liés aux manques de moyens évoqué précédemment et sur lesquels nous reviendrons tout à l'heure, nous tenons ici à souligner la nécessité de renforcer le dialogue entre les équipes des écoles comme des collèges et l'administration départementale dans la préparation de la rentrée c'est-à-dire des mesures de carte scolaire qu'elle peut entraîner. Nous pensons nécessaire ici que les délégations d'école soient rétablies et que les équipes des collèges aient une réponse directe via leurs représentants en mars et juin à leurs demandes d'ajustements de la DGH de leur établissement. La réunion d'un simple GT en juin suffirait à permettre cette réponse, comme c'est le cas dans les autres départements de l'académie. De même la demande de nos collègues des écoles orphelines, sorties des réseaux REP ou REP+ suite à la dernière réforme de l'Éducation Prioritaire doit être entendue.

Le travail engagé autour de l'avenir des collèges de Châteaudun a montré qu'il était possible et souhaitable de construire ensemble une réponse aux enjeux éducatifs d'aujourd'hui et de demain. La FSU y prend et y prendra toute sa place aux côtés des personnels comme des parents d'élèves du Dunois. Nous réitérerons ici nos demandes concernant l'urgence à rénover le collège Anatole-France et nos interrogations concernant le projet présenté par le Conseil Départemental pour la rentrée 2027 notamment en matière de mixité sociale, de transport scolaire et de taille des établissements.

Pour être effectif, ce travail en commun de la communauté éducative doit s'inscrire dans la durée et permettre à chacun non seulement d'être écouté mais aussi entendu. A ce propos, nous rappelons ici nos réserves concernant les modalités de calcul de la dotation global de fonctionnement des collèges qui ne prend pas en compte l'inflation et continue de se baser excessivement sur les montants de fonds de roulement des établissements. La dotation au titre des installations sportives ainsi que l'accès à ces installations dans le département, qui plus est à quelques mois du passage de la flamme olympique, doit également générer un travail, sur lequel la FSU28 est mobilisée et donc disponible.

De même nous renouvelons ici notre appel à ce que les travaux dans les établissements associent davantage, mieux et le plus en amont possible l'ensemble des personnels.

Dans la période de crises multiples, violentes et profondes auxquelles l'Éducation Nationale est confrontée, il est essentiel que les valeurs républicaines et notamment démocratiques autour desquelles elle s'est construite et agit tous les jours soient pratiquées au quotidien, rue de Grenelle comme en Eure-et-Loir. Le danger est en effet grand car les adversaires de notre École qui émancipe, nos adversaires se nourrissent de ces hiatus entre nos idéaux et nos pratiques pour mener leur combat contre nos valeurs. Ne les laissons pas faire ! Donnons à l'Éducation Nationale les moyens de les combattre !